



## Coopération Sud-Sud pour le développement

Distr. générale  
14 avril 2023  
Français  
Original : anglais

### Comité de haut niveau pour la coopération Sud-Sud

Vingt et unième session

New York, 30 mai-2 juin 2023

Points 2 et 4 de l'ordre du jour provisoire\*

### **Examen des progrès accomplis dans l'application du Plan d'action de Buenos Aires pour la promotion et la mise en œuvre de la coopération technique entre pays en développement, de la stratégie relative aux nouvelles orientations de la coopération Sud-Sud, du document final de Nairobi adopté par la Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud et du document final de Buenos Aires issu de la deuxième Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud**

**Rapport établi par l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement**

#### *Résumé*

Faisant suite aux décisions 20/1 et 20/2 du Comité de haut niveau pour la coopération Sud-Sud, le présent rapport décrit les progrès accomplis de juin 2021 à mars 2023 dans l'application du Plan d'action de Buenos Aires pour la promotion et la mise en œuvre de la coopération technique entre pays en développement, de la stratégie relative aux nouvelles orientations de la coopération Sud-Sud, du document final de Nairobi adopté par la Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud et du document final de Buenos Aires issu de la deuxième Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud. Il traite principalement des activités menées par les pays en développement et les pays développés, les organisations internationales, le secteur privé et les entités de la société civile en rapport avec les objectifs définis dans les cadres susmentionnés.

\* [SSC/21/L.2/Rev.1](#).



Au cours de la période considérée, la pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19), les changements climatiques et la guerre en Ukraine, ainsi que de nombreux autres conflits, ont fortement limité la coopération Sud-Sud. Néanmoins, ces crises mondiales, ont aussi incité les pays en développement et leurs partenaires à se lancer dans d'importants projets de coopération Sud-Sud ayant pour objectifs le relèvement à la suite de la pandémie et l'établissement de bases plus solides pour l'éradication de la pauvreté et la réalisation des objectifs de développement durable à l'avenir. En fin de rapport, plusieurs recommandations soulignent la nécessité d'investir davantage dans les soins de santé, l'éducation pour tous, la transformation numérique, les technologies durables, l'aide humanitaire, la gouvernance, les systèmes monétaires et financiers, le renforcement des capacités productives et la neutralité carbone.

## I. Introduction

1. Le présent rapport fait suite aux décisions 20/1 et 20/2 du Comité de haut niveau pour la coopération Sud-Sud. Il décrit les progrès accomplis de juin 2021 à mars 2023 dans l'application du Plan d'action de Buenos Aires pour la promotion et la mise en œuvre de la coopération technique entre pays en développement de 1978, de la stratégie relative aux nouvelles orientations de la coopération Sud-Sud de 1995, du document final de Nairobi adopté par la Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud en 2009 et du document final de Buenos Aires issu de la deuxième Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud, tenue en 2019<sup>1</sup>.

2. Au cours de la période considérée, la coopération Sud-Sud a eu pour toile de fond des crises mondiales liées à la pandémie de coronavirus (COVID-19), aux changements climatiques, à la guerre en Ukraine ainsi qu'à d'autres conflits faisant rage dans le monde. Ces crises, en plus d'accroître les niveaux d'endettement, ont entraîné un ralentissement économique mondial qui a perturbé la coopération Sud-Sud en matière de commerce et d'investissement, de développement des infrastructures, de transferts de fonds et en rapport avec de nombreux autres échanges bénéfiques.

3. Pour faire face à ces difficultés, en Afrique, par exemple, les gouvernements, le secteur privé et les entités des Nations Unies ont appliqué des principes de coopération Sud-Sud tels que l'autonomie collective, en vue d'améliorer, entre autres, l'accès aux vaccins contre la COVID-19, à d'autres médicaments et aux services socioéconomiques.

4. La coopération Sud-Sud a également été l'une des caractéristiques marquantes des projets menés dans les États arabes en vue de remédier aux conséquences de la pandémie de COVID-19 et d'établir des bases plus solides pour l'avenir, tout en contribuant davantage au financement du développement, à l'aide humanitaire, à la consolidation de la paix et à la mise en place de politiques et programmes humains en faveur des migrants.

5. La région Asie-Pacifique a continué à développer de façon dynamique la coopération Sud-Sud à travers plusieurs mécanismes institutionnels favorisant l'intégration sous-régionale et régionale, le redressement socioéconomique après la pandémie, les échanges et l'investissement, la protection de l'environnement, la sûreté maritime et de nombreuses autres formes de collaboration. En outre, de nombreux pays de la région ont signé des accords visant à améliorer la régulation de leurs vastes populations migrantes.

6. Les États d'Amérique latine et des Caraïbes ont renforcé les mécanismes institutionnels en vue d'améliorer la gestion de la coopération Sud-Sud. Ils ont également mis au point des méthodes de mesure de l'efficacité et des effets des programmes de coopération Sud-Sud, et tiré parti de cette coopération pour la prestation de services sociaux ainsi que pour de nombreuses autres activités visant à accélérer le relèvement après la pandémie.

7. De nombreux pays développés ont relancé leur contribution à la coopération triangulaire en apportant ressources financières et compétences techniques à l'appui d'un large éventail d'activités contribuant à la réalisation des objectifs de développement durable.

---

<sup>1</sup> Pour en savoir plus sur le contexte historique de ces trois documents fondamentaux, voir le rapport de l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement sur la vingtième session du Comité de haut niveau (SSC/20/1), paragraphes 2 à 7.

8. De nombreuses organisations du secteur privé et de la société civile ont continué de prendre part à une coopération Sud-Sud efficace, notamment à des dialogues qui ont contribué à l'élaboration de politiques et de stratégies visant à favoriser le développement des échanges et du secteur privé pour les petites et moyennes entreprises et les entreprises plus importantes.

9. En réponse à la demande formulée par les États Membres lors de la vingtième session du Comité de haut niveau, le présent rapport met en lumière le soutien apporté par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud dans le cadre d'initiatives Sud-Sud interrégionales, telles que le Forum sur la coopération sino-africaine, le partenariat entre l'Inde et l'Afrique, le partenariat Türkiye-Afrique et les nombreuses autres initiatives qui sont devenues la principale expression de la solidarité entre pays en développement.

## II. Contexte et tendances au niveau mondial

10. Au cours de la période considérée, il est devenu plus urgent que jamais de mettre en place des mesures pour renforcer l'autonomie collective entre pays en développement. Néanmoins, de nombreux obstacles se sont dressés en travers des efforts déployés à cet égard. Outre l'impact socioéconomique de la pandémie, qui a fait des millions de victimes, le monde a souffert de l'inflation et de conditions financières et monétaires de plus en plus difficiles, mais aussi d'incendies de forêt, d'inondations, de sécheresses, de séismes et de conflits aux conséquences dévastatrices. La capacité de l'humanité à contenir ces problèmes a été considérablement affaiblie au niveau mondial par les divisions, l'extrémisme marqué et les inégalités économiques, qui ont été des facteurs d'insécurité et d'incertitude dans le monde entier. D'après le *Rapport sur le développement humain 2021/2022 : Temps incertains, vies bouleversées : façonner notre avenir dans un monde en mutation*, publié par le PNUD, le fait que, par le passé, l'humanité a réussi à trouver des solutions à des problèmes insolubles en coopérant de façon créative doit nous donner des raisons d'espérer et de résister. Dans cette perspective, le présent rapport met en lumière les nombreuses initiatives de coopération Sud-Sud qui ont été mises en œuvre par les gouvernements, le secteur privé, la société civile et les organisations internationales, suivant la conception de la collaboration exposée dans le Plan d'action de Buenos Aires. Dans le monde du Sud, cette coopération a joué un rôle fondamental dans les politiques et stratégies mises en place pour surmonter les crises et faire progresser la paix et la prospérité pour tous, sur une planète saine, conformément au Programme de développement durable à l'horizon 2030.

11. En 2021, à sa vingtième session, le Comité de haut niveau pour la coopération Sud-Sud est convenu qu'il était nécessaire de renforcer l'interdépendance et la solidarité multilatérale face aux crises multiformes que traverse actuellement le monde. Dans ce contexte, les pays en développement et leurs partenaires en Afrique, dans les États arabes, en Asie et dans le Pacifique ainsi qu'en Amérique latine et dans les Caraïbes ont continué à promouvoir l'intégration régionale, l'autonomie, le développement des capacités, la coopération internationale, la consolidation de la paix, de même que l'adoption et l'exploitation de technologies pour le développement, afin de répondre aux besoins des pays les moins avancés et des pays en développement sans littoral, ainsi qu'aux intérêts des petits États insulaires en développement. Ils ont également renforcé la participation des pays du Sud aux engagements internationaux, conformément au Plan d'action de Buenos Aires.

12. Malgré de nombreux obstacles liés à la pandémie de COVID-19 et à d'autres crises mondiales, nombre des activités de coopération Sud-Sud menées aux niveaux

national, régional et mondial se sont poursuivies suivant les mêmes tendances que par le passé. La plupart d'entre elles étaient axées sur l'amélioration de la santé, de la sécurité alimentaire, de l'aide humanitaire, de l'éducation et de la réglementation des migrations ; le développement des échanges et des investissements Sud-Sud ; l'inclusion des femmes dans les processus de développement ; le renforcement de l'intégration régionale et l'intensification du développement des infrastructures ; le renforcement de la coopération financière ; la protection de l'environnement ; et le développement du numérique, de l'industrialisation et de l'exploitation de la science et de la technologie au service du développement.

13. Il est à noter que la pandémie a rendu plus difficile la réalisation des objectifs de développement durable, provoquant une baisse des niveaux de revenus qui s'est traduite par un recul sans précédent des progrès enregistrés dans le domaine de la réduction de la pauvreté. D'après les estimations, le taux de pauvreté mondiale serait passé de 7,8 % en 2020 à 9,1 % en 2021. En outre, les projections pour 2022 ont indiqué que les personnes vivant dans une extrême pauvreté seraient 75 millions de plus que ce qui avait été prévu avant la pandémie. La hausse des prix alimentaires et les répercussions de la guerre en Ukraine dans leur ensemble pourraient porter ce nombre à 95 millions, ce qui éloignerait encore davantage le monde de l'objectif consistant à mettre fin à l'extrême pauvreté d'ici à 2030<sup>2</sup>. Par ailleurs, par rapport à des simulations réalisées en 2020, il apparaît que la pandémie de COVID-19 aurait fait reculer de 3 à 10 ans les avancées qui avaient été enregistrées dans la réduction de l'indice de pauvreté multidimensionnelle<sup>3</sup>.

14. L'aggravation des phénomènes météorologiques extrêmes, exacerbée par les changements climatiques, se traduit par une multiplication des cyclones tropicaux, des inondations et des vagues de chaleur extrême, lesquels sont la source d'une détresse humaine sans précédent. Il s'agit-là d'un problème majeur, comme on l'a vu avec les inondations survenues au Soudan en 2020 et au Pakistan en 2022, ou encore, avec les graves sécheresses qui ont touché la Corne de l'Afrique en 2022.

15. La coopération Sud-Sud a néanmoins connu des évolutions positives, telles que l'arrivée à la direction du Groupe des Vingt de l'Indonésie en 2022, puis de l'Inde en 2023. Ces évolutions, de même que la réussite de la vingt-septième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, organisée en Égypte en 2022, ont permis aux pays du Sud de mieux faire entendre leur voix dans la gouvernance mondiale des relations économiques et environnementales au cours de la période considérée.

16. Par ailleurs, malgré un ralentissement du commerce pendant la pandémie de COVID-19, la part des échanges Sud-Sud dans le commerce mondial a progressé, atteignant 28 % en 2021. À la mi-2022, ces échanges avaient augmenté d'environ 50 % par rapport à 2019, alors que l'augmentation du commerce entre pays développés était d'à peu près 28 %. Qui plus est, par rapport à 2020, la part des échanges Sud-Sud a augmenté dans toutes les régions en 2021, à part en Afrique<sup>4</sup>.

17. En 2021, si les flux d'investissements étrangers directs à destination des économies en développement ont augmenté plus lentement que ceux à destination des pays développés, ils ont néanmoins progressé de 30 %, atteignant un volume de 837 milliards de dollars. Cette augmentation s'explique principalement par la forte

<sup>2</sup> *Rapport sur les objectifs de développement durable 2022* (publication des Nations Unies, 2022).

<sup>3</sup> PNUD et Oxford Poverty and Human Development Initiative, « Global Multidimensional Poverty Index 2022: Unpacking deprivation bundles to reduce multidimensional poverty » (2022), p. 2.

<sup>4</sup> *Key Statistics and Trends in International Trade 2022: The Remarkable Trade Rebound of 2021 and 2022* (publication des Nations Unies, 2023).

croissance de l'Asie, par une reprise partielle en Amérique latine et dans les Caraïbes et par l'essor de l'Afrique<sup>5</sup>.

### III. Pays en développement

18. Les tendances décrites plus haut montrent que les crises qui ont perturbé les échanges socioéconomiques au niveau mondial ont aussi renforcé la détermination des pays en développement à continuer de se redresser et de progresser en s'appuyant sur une coopération Sud-Sud plus efficace.

#### A. Afrique

19. Comme le reste du monde, l'Afrique a été confrontée à une accumulation de chocs, mais elle a continué de démontrer son attachement à la coopération Sud-Sud en prenant des mesures pour renforcer l'intégration régionale ; les échanges et l'investissement Sud-Sud ; la consolidation de la paix ; l'établissement de partenariats Sud-Sud ; l'harmonisation des politiques financières, monétaires et environnementales ; et les protocoles visant à faciliter la libre circulation des personnes.

20. Les cadres de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire ont joué un rôle déterminant dans les mesures prises pour faire face à la COVID-19 et remédier aux conséquences de la pandémie en Afrique. L'Afrique du Sud a été le premier pays à établir un centre de transfert de technologie pour les vaccins à acide ribonucléique messager (ARNm), avec le soutien de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et de plusieurs entreprises du Nord et du Sud<sup>6</sup>. Ce projet de coopération triangulaire a aidé des fabricants de pays à revenu faible et intermédiaire à produire leurs propres vaccins en leur donnant accès à toutes les procédures opérationnelles nécessaires pour la production à grande échelle de vaccins à ARNm.

21. Cependant, la coopération Sud-Sud dans la région s'est heurtée à d'immenses obstacles. Au niveau mondial, les projections prévoient que l'Afrique subsaharienne serait la partie du monde la plus durement frappée par les conséquences de la pandémie d'un point de vue humain, et où le plus grand nombre de personnes basculeraient dans l'extrême pauvreté<sup>7</sup>. L'augmentation des coûts des denrées alimentaires, des engrais et de l'énergie engendrée par la guerre en Ukraine a également entravé le relèvement de l'Afrique à la suite de la pandémie. En outre, en 2021, l'Union africaine a constaté que les efforts déployés pour mettre en œuvre le programme d'intégration et de développement de l'Afrique avaient donné des résultats mitigés, ayant été entravés par des obstacles tels que le manque de financements, les conflits et le terrorisme, qui se sont ajoutés aux conséquences de la pandémie<sup>8</sup>.

22. Malgré ces obstacles, les perspectives de renforcement des échanges et des investissements Sud-Sud en Afrique se sont améliorées avec l'entrée en vigueur, en

---

<sup>5</sup> *Rapport sur l'investissement dans le monde 2022 : les réformes de la fiscalité internationale et l'investissement durable* (publication des Nations Unies, 2022).

<sup>6</sup> OMS, « L'OMS travaille avec un consortium sud-africain pour construire le premier centre de transfert de technologie pour le vaccin à ARNm contre la COVID-19 », communiqué de presse du 21 juin 2021.

<sup>7</sup> Daniel Gerszon Mahler et autres, « The impact of COVID-19 (coronavirus) on global poverty: why sub-Saharan Africa might be the region hardest hit », World Bank Blogs, 20 avril 2020.

<sup>8</sup> Union africaine, *African Integration Report 2021: Putting Free Movement of Persons at the Centre of Continental Integration*, Addis-Abeba, 2021.

janvier 2021, de l'ambitieux Accord portant création de la Zone de libre-échange continentale africaine. Avec cet accord, le continent s'est doté d'un cadre qui doit lui permettre de réglementer les échanges intra-africains et de promouvoir la prospérité des États membres. Favorisant la contribution du commerce intra-africain à l'augmentation globale des échanges des États membres et améliorant la position du continent au sein de l'économie politique mondiale ainsi que ses relations avec des partenaires commerciaux émergents du Sud et des investisseurs potentiels, l'Accord constitue un mécanisme efficace de promotion de la coopération Sud-Sud. Selon les prévisions de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), d'ici à 2040, sa mise en œuvre devrait contribuer à accroître de 15 % à 25 % les échanges intra-africains, qui représenteraient alors un volume de 50 à 70 milliards de dollars. Par ailleurs, la Banque mondiale a estimé que la mise en œuvre de l'Accord aiderait 30 millions de personnes à sortir de l'extrême pauvreté et augmenterait substantiellement les revenus de 68 millions de personnes vivant à peine au-dessus du seuil de pauvreté<sup>9</sup>.

23. L'entrée en vigueur de l'Accord portant création de la Zone de libre-échange continentale africaine a encouragé les dirigeants à accélérer la ratification de l'Accord de libre-échange tripartite, qui vise à renforcer les échanges Sud-Sud entre trois communautés économiques régionales : le Marché commun de l'Afrique orientale et australe, la Communauté de développement de l'Afrique australe et la Communauté d'Afrique de l'Est. Cet accord tripartite s'articule autour de trois axes essentiels pour l'intégration régionale : l'intégration des marchés, le développement industriel et le développement des infrastructures<sup>10</sup>.

24. Cet Accord de libre-échange tripartite pourrait donner un élan majeur aux échanges Sud-Sud. Il doit établir des liens entre les marchés de 29 pays qui représentent 53 % des États membres de l'Union africaine, réalisent 60 % du produit intérieur brut du continent africain et totalisent une population d'environ 800 millions d'habitants. À ce jour, 11 pays ont déjà ratifié l'accord et trois autres doivent encore le faire pour qu'il devienne opérationnel. Alors que les négociations en vue de la ratification de cet accord se poursuivent, la Communauté de l'Afrique de l'Est a accueilli un nouveau membre en 2022 : la République démocratique du Congo.

25. Autre initiative notable, la Zambie et le Zimbabwe ont entrepris de créer un parc agro-industriel commun, avec le soutien du Marché commun de l'Afrique orientale et australe, de la CEA et de la Banque africaine de développement. En 2021 et 2022, ces partenaires ont continué d'élaborer un cadre politique, juridique, réglementaire et institutionnel devant leur permettre d'arriver à un consensus concernant la gestion du parc<sup>11</sup>.

26. Les partenariats Sud-Sud ont été un autre des aspects marquants de la coopération internationale à l'appui des interventions et des mesures de relèvement mises en place en lien avec la COVID-19 en Afrique. Le Gouvernement chinois a envoyé des fournitures médicales d'urgence et des vaccins aux pays africains, et contribué à la construction d'un nouveau siège pour les Centres africains de prévention et de contrôle des maladies. Des hôpitaux chinois ont été jumelés avec 43 hôpitaux de 38 pays africains, ce qui a permis de former plus de 20 000 soignants africains. Le plan d'action de Dakar (2022-2024) adopté lors du dernier Forum sur la coopération sino-africaine vise à prolonger les activités menées pour concrétiser le

<sup>9</sup> Landry Signé, « Understanding the African Continental Free Trade Area and how the US can promote its success », témoignage devant la sous-commission sur l'Afrique, la santé mondiale et les droits humains mondiaux du House Foreign Affairs Committee, 27 avril 2022, p. 3.

<sup>10</sup> Douglas Okwach, « Le libre-échange en Afrique est en bonne voie, mais des efforts supplémentaires sont encore requis », *AfriqueRenouveau*, 6 janvier 2023.

<sup>11</sup> Organisation des Nations Unies, CEA, « Zambia and Zimbabwe hold an experts meeting on the establishment and management of a common agro-industrial park », 11 août 2022.



concept de développement innovant, coordonné, vert et ouvert ainsi qu'à promouvoir une coopération sino-africaine efficace, de manière à favoriser la reprise économique dans l'après-pandémie.

27. Dans le cadre du partenariat Türkiye-Afrique, des efforts ont été déployés pour promouvoir le développement et renforcer les relations bilatérales dans des domaines essentiels tels que les infrastructures, l'agriculture, les soins de santé, les télécommunications et la défense<sup>12</sup>. Les Émirats arabes unis ont également noué des partenariats avec des pays d'Afrique subsaharienne en vue de promouvoir des initiatives servant des intérêts communs et d'appuyer des projets dans des domaines tels que l'éducation, la santé et l'énergie, aux fins de l'autonomisation des femmes et des jeunes<sup>13</sup>.

28. La transition vers une économie verte a donné lieu à l'établissement de partenariats de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire en Afrique. Par exemple, au Maroc, le Partenariat pour l'action en faveur d'une économie verte, lancé en novembre 2021, a été l'occasion pour cinq entités des Nations Unies de réunir leurs compétences spécialisées : le PNUD, le Programme des Nations Unies pour l'environnement, l'Organisation internationale du Travail, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR).

29. Dans le domaine de la consolidation de la paix, la coopération Sud-Sud a joué un rôle de catalyseur dans la création de mécanismes de protection contre les menaces mondiales que font peser les crises occasionnées par les conflits qui touchent le Mozambique, la République démocratique du Congo, la Somalie et le Soudan du Sud. Avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et le Groupe de cinq pays du Sahel, l'Union africaine a créé en 2022 un groupe de haut niveau dont la mission était d'évaluer l'insécurité et l'instabilité politique croissantes dans la région du Sahel<sup>14</sup>.

## B. États arabes

30. La pandémie de COVID-19 et les conflits qui font rage dans des pays tels que la République arabe syrienne et le Yémen ont exposé la région arabe à des difficultés multiples. La région peine toujours à se remettre des conséquences socioéconomiques dévastatrices de la pandémie et des problèmes qu'elle a entraînés, lesquels ont été exacerbés par les répercussions de la guerre en Ukraine, qui a occasionné des perturbations dans les chaînes logistiques internationales ainsi qu'une augmentation des prix alimentaires, une crise financière et des instabilités politiques. Néanmoins, ces crises ont également donné à la région un élan nouveau et des occasions de renforcer sa participation et son soutien à la coopération Sud-Sud dans des domaines tels que la migration, l'allègement de la dette, le financement du développement, la transition numérique et l'aide humanitaire.

31. Plus de 40 millions de personnes migrantes et réfugiées vivaient dans la région arabe en 2019. Elles représentent le groupe le plus durement frappé par la pandémie

<sup>12</sup> Ministère turc des affaires étrangères, « Les Relations turco-africaines ». Disponible à l'adresse suivante : [https://www.mfa.gov.tr/les-relations-entre-la-turkiye-et-l\\_afrique.fr.mfa](https://www.mfa.gov.tr/les-relations-entre-la-turkiye-et-l_afrique.fr.mfa).

<sup>13</sup> Émirats arabes unis, Ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale, « Diplomacy lab announces UAE Africa Connect », 24 octobre 2022. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.mofaic.gov.ae/en/mediahub/news/2022/10/24/24-10-2022-uae>.

<sup>14</sup> Nations Unies, « High-level independent panel on security and development in crisis-torn Sahel region launched at UN », ONU Info, 25 septembre 2022.



dans cette région<sup>15</sup>. Du fait de l'ampleur et de la complexité des migrations dans cette partie du monde, les politiques de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire, de même que les dispositifs d'intervention visant à réduire la vulnérabilité de ces populations, revêtent une importance particulière dans la région. Codirigé par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), le Plan régional de gestion de la situation des réfugiés et de renforcement de la résilience est un exemple de coopération triangulaire. Il a joué un rôle fondamental dans l'aide apportée à 5,7 millions de syriens et syriennes réfugiés et aux gouvernements qui les ont accueillis. Plus de 2 millions de personnes réfugiées ont reçu des aides en espèces, 140 000 enfants en Iraq, en Jordanie, au Liban et en Türkiye (un pays extérieur à la région) ont bénéficié d'une protection spécialisée, et près de 132 000 enfants ont pu prendre part à des programmes de protection de l'enfance et d'appui psychosocial structurés. Par ailleurs, 45 000 femmes et hommes ont reçu un soutien à la parentalité<sup>16</sup>.

32. Malgré ces immenses difficultés, les institutions du Sud présentes dans cette région ont été parmi les principaux acteurs à promouvoir la coopération financière Sud-Sud dans les États arabes et au-delà, conformément au Plan d'action de Buenos Aires et au document final de Buenos Aires issu de la deuxième Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud. Elles ont contribué à alléger la dette, en particulier celle des pays les moins avancés, aidant les pays à se relever à la suite de la COVID-19 et à faire face à d'autres crises toujours en cours. Le Fonds koweïtien pour le développement économique des pays arabes a ainsi pris part à l'Initiative de suspension du service de la dette de la Banque mondiale, qui vise à reporter le remboursement de leur dette extérieure par les pays les moins avancés, afin que ceux-ci puissent mobiliser leurs propres ressources pour remédier aux répercussions de la pandémie. En tout, 26 pays ont bénéficié de la participation du Fonds à cette initiative et le montant de la dette totale suspendue a été d'environ 63,9 millions de dollars<sup>17</sup>. Le Fonds saoudien pour le développement a continué d'accorder des prêts à des conditions concessionnelles à des pays en développement, en particulier à des pays comptant parmi les moins avancés et à des pays à faible revenu, pour des projets de développement portant sur des domaines tels que les réseaux de transport et de communication, l'énergie ou l'éducation, afin d'aider ces pays à atteindre leurs objectifs de développement et à améliorer la qualité de vie de leur population<sup>18</sup>. La Banque islamique de développement (BID) a lancé des programmes d'urgence pour venir en aide aux personnes touchées par les récents séismes survenus dans la région et porter secours à plus de 100 000 personnes rescapées.

33. Dans le cadre d'un projet mené par l'Arabie saoudite, la BID et le Fonds monétaire arabe ont œuvré ensemble au renforcement des capacités humaines et institutionnelles dans huit pays<sup>19</sup>, en vue de les aider à adhérer à l'Organisation

<sup>15</sup> Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et Organisation internationale du Travail, « Impact of COVID-19 on migrants and refugees in the Arab region: technical paper », 2020. Disponible à l'adresse suivante : [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---arabstates/---ro-beirut/documents/publication/wcms\\_764756.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---arabstates/---ro-beirut/documents/publication/wcms_764756.pdf).

<sup>16</sup> HCR, *Global Report 2021: The Stories Behind the Numbers*, Genève, 2021, p. 132.

<sup>17</sup> Fonds koweïtien pour le développement économique des pays arabes, *Annual Report 2020-2021*. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.kuwait-fund.org/en/web/kfund/annual-reports>.

<sup>18</sup> Fonds saoudien pour le développement, *Annual Report 2021*. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.sfd.gov.sa/sites/default/files/annual-report-pdfs/SFD%20ANR%20En%202021%20BB.pdf>.

<sup>19</sup> Algérie, Comores, Iraq, Liban, Libye, République arabe syrienne, Somalie et Soudan.

mondiale du commerce<sup>20</sup>. Ce projet devrait permettre à ces pays de s'intégrer pleinement dans le système commercial multilatéral.

34. La pandémie a montré qu'il était nécessaire de créer des plateformes régionales solides, capable de tirer parti des solutions numériques, y compris l'intelligence artificielle, tout en limitant les risques, pour pouvoir répondre aux besoins des pays du Sud toujours plus nombreux à prendre part à des programmes de développement et à d'autres activités menées dans le cadre de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire. La Fédération arabe pour l'économie numérique du Conseil de l'unité économique arabe de la Ligue des États arabes a ainsi annoncé en 2021 qu'elle allait créer un centre de données régional à Bahreïn en vue de stimuler la transformation numérique des États arabes. Ce centre doit aider les États membres de la Ligue et le secteur privé de la région à renforcer la compétitivité des économies arabes en favorisant leur intégration dans l'économie mondiale, ce dans des domaines tels que l'administration électronique, le commerce électronique, la cybersanté, les technologies financières, les transports, l'identité numérique, les systèmes de télécommunication, les systèmes de cybersécurité ainsi que pour d'autres solutions opérationnelles<sup>21</sup>.

35. Dans le domaine de l'aide humanitaire, les membres du Conseil de coopération des États arabes du Golfe ont renforcé leurs accords de collaboration Sud-Sud en vue d'aider les pays de la région et autres à se relever de la COVID-19 et à faire face à des crises récentes telles que le séisme survenu en République arabe syrienne et en Türkiye. Les Émirats arabes unis, dans le cadre de la Cité humanitaire internationale, ont coordonné une intervention humanitaire d'urgence qui a permis d'expédier 67 chargements d'aide, représentant une valeur totale d'environ 13 millions de dollars, à destination des pays touchés, en plus du soutien apporté par l'intermédiaire de l'OMS, du Programme alimentaire mondial et du HCR. La Cité humanitaire internationale a également envoyé de l'aide à plus de 50 pays, dont l'Afghanistan, la Libye, la Somalie, le Soudan et l'Ukraine<sup>22</sup>. Dans un esprit de solidarité Sud-Sud, l'Algérie, l'Arabie saoudite, l'Égypte, les Émirats arabes unis, l'État de Palestine, l'Iraq, la Jordanie, le Liban, la Libye et le Qatar ont déployé des forces de sécurité, des équipes de secours et des aides d'urgence dans l'un des pays touchés ou dans les deux.

36. La région arabe a également noué des partenariats Sud-Sud plus étroits avec d'autres régions. Lors du sommet Chine-États arabes de 2022, la délégation chinoise a fait part de l'intention de la Chine de collaborer avec les États arabes à la mise en œuvre de l'Initiative pour le développement mondial et à la promotion du développement durable par la coopération Sud-Sud. Dans une déclaration prononcée lors de ce sommet, les participants se sont engagés à renforcer les partenariats stratégiques et à intensifier la coopération entre la Chine et les États arabes, tout en promouvant la paix et le développement dans le monde, et en sauvegardant les intérêts des États arabes.

---

<sup>20</sup> BID, « Islamic Development Bank and Arab Monetary Fund to build capacity for eight Arab States to join WTO », 7 février 2022.

<sup>21</sup> Fédération arabe pour l'économie numérique, « The initiative of the Arab Federation for the Digital Economy to establish local and regional data centers in the Arab region », 14 septembre 2021.

<sup>22</sup> Cité humanitaire internationale, « A coordinated emergency humanitarian response from Dubai's International Humanitarian City (IHC) to the earthquake disaster in Syria and Türkiye », 10 mars 2023.

## C. Asie et Pacifique

37. Malgré la pandémie de COVID-19 et les autres crises qu'a traversées la région Asie-Pacifique, celle-ci a conservé son dynamisme en matière de coopération Sud-Sud, comme en témoignent, par exemple, les politiques et activités de collaboration menées pour améliorer l'état de santé et le bien-être de la population, et aider des millions de personnes à sortir de la pauvreté.

38. Parmi les projets de coopération Sud-Sud notables, on peut citer les mesures mises en place pour faire face à la pandémie, aux changements climatiques et aux catastrophes connexes ainsi qu'à l'augmentation des niveaux d'endettement, et celles destinées à lever les obstacles qui obèrent l'efficacité de la coopération Sud-Sud, notamment l'inadéquation des infrastructures et la migration importante des populations dans la région.

39. Le Plan de mise en œuvre de la Déclaration conjointe sur un partenariat global entre l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est et l'Organisation des Nations Unies (2021-2025), qui a été lancé pendant la pandémie<sup>23</sup>, vise, entre autres, à permettre un relèvement socioéconomique qui ne laisse personnes de côté et soit mis en œuvre de façon résiliente et durable, dans le respect des objectifs de développement durable. Dans le cadre du programme Vaccine Maitri (« les vaccins de l'amitié »), l'Inde a exporté plus de 100 millions de doses de vaccins à destination de pays voisins, notamment du Bangladesh, du Myanmar, du Népal et de la République islamique d'Iran<sup>24</sup>.

40. Les dirigeantes et dirigeants de la région Asie-Pacifique ont pris conscience que la région totalisait plus de la moitié des émissions mondiales de gaz à effet de serre et deux tiers des décès prématurés dus à la pollution de l'air, et qu'un quart des espèces endémiques de la région étaient fortement menacées d'extinction. Pour éviter que l'environnement se détériore encore, la plupart des pays de la région ont élaboré en collaboration des plans et stratégies en vue d'atteindre la neutralité carbone d'ici le milieu du siècle<sup>25</sup>. La région a été le théâtre de nombreuses catastrophes liées à des phénomènes météorologiques, notamment des glissements de terrain, de violentes tempêtes, des épisodes de montée des eaux, des sécheresses et des cyclones, faces auxquelles il a fallu mettre en place une action collective Sud-Sud. Les catastrophes de ce type seront amenées à s'aggraver dans un avenir proche. D'après les projections, les sécheresses gagneront en intensité dans les zones arides et semi-arides du Bangladesh et de l'Inde, et glissements de terrain et inondations seront plus fréquents dans les régions montagneuses du Bhoutan et du Népal. Conformément aux objectifs de la coopération Sud-Sud, plusieurs banques régionales de développement du Sud, telles que la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures, la BID, la Nouvelle Banque de développement et le Mécanisme de financement catalytique vert de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), ont élaboré en collaboration leurs politiques relatives aux changements climatiques<sup>26</sup>.

41. Entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2022, le Partenariat économique global régional est un projet Sud-Sud majeur réunissant 15 pays d'Asie de l'Est et du Pacifique qui réalisent ensemble environ 30 % du produit intérieur brut mondial, ce qui en fait le plus important bloc commercial au monde en poids économique, avec une valeur

<sup>23</sup> Voir <https://asean.org/plan-of-action-to-implement-the-joint-declaration-on-comprehensive-partnership-between-asean-and-the-united-nations-2021-2025/>.

<sup>24</sup> Amitabh Kant, « One billion doses: India's leadership in the world », National Portal of India.

<sup>25</sup> Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, *Protecting our Planet through Regional Cooperation and Solidarity in Asia and the Pacific (2022)*.

<sup>26</sup> Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, « South-South cooperation for climate adaptation and sustainable development », Genève, 2022.

totale d'environ 12,7 milliards de dollars<sup>27</sup>. L'élimination de 90 % des droits de douane au sein du bloc est l'un des éléments centraux des concessions consenties dans cet accord, et elle représente un progrès majeur compte tenu du niveau relativement élevé des droits de douane prélevés sur les échanges Sud-Sud dans les autres régions. Le bloc entend ratifier un système commercial multilatéral et renforcer le commerce et l'investissement inclusifs.

42. Dans le cadre d'un partenariat stratégique global conclu en 2022, l'Inde et l'ASEAN se sont fixé pour objectifs de développer leur coopération maritime, notamment dans le domaine de la sûreté maritime ; d'améliorer la coopération en matière de lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale ; de renforcer la coopération en matière de cybersécurité ; et d'améliorer la coopération sur les questions environnementales, y compris la biodiversité et les changements climatiques, ainsi que les échanges et la coopération sur les questions liées à la culture, à l'éducation, aux médias et à l'université, entre autres<sup>28</sup>. Par exemple, dans le cadre du Programme indien de coopération technique et économique, l'Inde a continué à transmettre des connaissances et des compétences techniques à des pays en développement, ainsi qu'à leur proposer des possibilités de formation, des services de conseil et des études de faisabilité. Le programme a été l'occasion pour l'Inde d'inviter 161 pays d'Afrique, d'Amérique latine, d'Asie, des Caraïbes et d'Europe orientale, ainsi que de petits États insulaires en développement et de petits États insulaires du Pacifique, à tirer parti de son expérience en matière de développement pour renforcer une coopération Sud-Sud déjà intense entre les pays<sup>29</sup>.

43. Les conditions de sécurité en Afghanistan étant fragiles, la Türkiye a apporté son aide à plus de 45 000 enseignants afghans en leur fournissant des moyens de formation et en leur permettant de renforcer leurs capacités d'enseignement.

44. Malgré ces progrès, la région continue de souffrir d'un important déficit d'infrastructures, qui freine son intégration et son optimisation de la coopération Sud-Sud. Selon la Banque asiatique de développement (BAsD), il faudrait investir chaque année environ 1 700 milliards de dollars dans les infrastructures en Asie, ce jusqu'en 2030, pour que la région puisse maintenir son niveau de croissance économique, éradiquer la pauvreté et faire face aux risques climatiques<sup>30</sup>. Cela représente plus du double du niveau d'investissement recommandé par la BAsD en 2009. Pour remédier à ces difficultés régionales, les deux banques du Sud de la région – la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures et la Nouvelle Banque de développement – ont mobilisé des ressources et approuvé des projets axés sur la création d'infrastructures plus vertes<sup>31</sup>.

45. Les Émirats arabes unis, les États-Unis d'Amérique, l'Inde et Israël, dans le cadre d'un nouveau partenariat triangulaire, ont créé en 2021 un forum économique quadrilatéral axé sur la mise en œuvre de projets de développement des infrastructures en Asie et l'étude des projets conjoints qui pourraient être menés dans les domaines du transport, de la technologie, de la sûreté maritime, de l'économie et du commerce.

<sup>27</sup> Banque asiatique de développement (BAsD), « Regional Comprehensive Economic Partnership: overview and economic impact », note de synthèse n° 164, décembre 2020.

<sup>28</sup> ASEAN et Inde, « Joint statement on the ASEAN-India Comprehensive Strategic Partnership », 12 novembre 2022. Disponible à l'adresse suivante : <https://asean.org/wp-content/uploads/2022/11/Joint-Statement-on-ASEAN-India-CSP-final.pdf>.

<sup>29</sup> Voir <https://www.itecgoi.in/about>.

<sup>30</sup> BAsD, *Meeting Asia's Infrastructure Needs* (Manille, février 2017).

<sup>31</sup> Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures, *2021 AIIB Annual Report* (2022) ; et Nouvelle Banque de développement, « All projects ». Disponible à l'adresse suivante : <https://www.ndb.int/projects/all-projects/>.

46. Les principaux pays d'origine des travailleurs et travailleuses migrants, y compris des filles, sont pour beaucoup situés dans la région Asie-Pacifique, les destinations privilégiées étant les États membres du Conseil de coopération des États arabes du Golfe, ceux de l'ASEAN, l'Australie, la Chine, le Japon et la République de Corée. Compte tenu de ce contexte, les gouvernements de la région Asie-Pacifique ont signé plusieurs accords bilatéraux et mémorandums d'accord sur le travail en vue de réglementer et de promouvoir la migration de la main-d'œuvre et la collaboration régionale dans ce domaine, tant dans l'intérêt des pays d'origine que dans celui des pays de destination<sup>32</sup>. Par exemple, la Thaïlande a signé des mémorandums d'accord avec le Cambodge, le Myanmar et la République démocratique populaire lao en vue de renforcer la protection des migrantes et des migrants. De plus, des processus consultatifs régionaux tels que le forum de l'ASEAN sur le travail des migrantes et des migrants, le Dialogue d'Abou Dhabi et le Processus de Colombo jouent maintenant un rôle dans la régulation des flux migratoires de main-d'œuvre, car ils offrent aux gouvernements l'occasion d'examiner ensemble et d'améliorer la gouvernance de ce type de migration dans la région.

#### **D. Amérique latine et Caraïbes**

47. La coopération Sud-Sud est restée un processus particulièrement dynamique en Amérique latine et dans les Caraïbes. La période considérée a notamment été marquée par les décisions prises par des États de la région de renforcer leurs mécanismes institutionnels régissant la coopération Sud-Sud. En décembre 2021, les États membres de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) ont approuvé le changement de nom du Comité de coopération Sud-Sud de la région, qui est devenu la Conférence régionale sur la coopération Sud-Sud en Amérique latine et dans les Caraïbes. Ce nouvel organe subsidiaire de la CEPALC a notamment pour objectifs de renforcer les mécanismes nationaux de coopération Sud-Sud et les liens possibles avec la coopération Nord-Sud et la coopération multilatérale ; de renforcer la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire entre les parties prenantes régionales et extérieures, y compris les pays donateurs et les organisations internationales, de manière à faciliter les transferts de technologies et de connaissances ainsi que les activités conjointes ; et d'examiner les cas de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, ainsi que d'évaluer ces cas, en coordination avec les organes subsidiaires compétents qui mènent des études dans ce domaine<sup>33</sup>.

48. Avant son changement de nom, le Comité de coopération Sud-Sud a apporté deux contributions significatives à la coopération Sud-Sud au cours de la période considérée. Premièrement, il a mené des discussions sur les moyens de tirer parti de la coopération Sud-Sud dans le cadre des activités que les États mettent en œuvre pour se relever de la pandémie. À cette fin, il a demandé au secrétariat de la CEPALC d'élaborer une stratégie prévoyant des mesures de relèvement pour l'après-COVID-19 à l'intention des pays à revenu intermédiaire et à revenu élevé. Il a en outre recommandé que cette stratégie, en plus de mettre l'accent sur les mesures destinées à répondre aux besoins urgents de la région, soit axée sur la refonte des indicateurs

<sup>32</sup> Organisation internationale pour les migrations, Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique, « Shifting patterns: the impact of COVID-19 on labour mobility in Asia and the Pacific », Labour mobility and COVID-19 issue brief n° 2, 2022, p. 6. Disponible à l'adresse suivante : <https://roasiapacific.iom.int/sites/g/files/tmzbdl671/files/documents/IOM%20Labour%20Mobility%20and%20COVID19%20Issue%20Brief%202%20-%20The%20impact%20of%20COVID-19%20on%20labour%20mobility%20in%20Asia%20and%20the%20Pacific.pdf>.

<sup>33</sup> Voir <https://www.cepal.org/en/subsidiary-bodies/regional-conference-south-south-cooperation-latin-america-and-caribbean>.

de développement, de sorte que ceux-ci aillent au-delà du seul revenu par habitant, de manière à remédier aux problèmes d'administration publique spécifiques qui sont survenus dans les circonstances exceptionnelles et sans précédent de la pandémie. Deuxièmement, le Comité a collaboré avec la Conférence statistique des Amériques et élaboré des méthodes visant à améliorer la mesure de la coopération Sud-Sud. Ces travaux ont donné lieu à la publication d'une évaluation de la coopération Sud-Sud dans six pays d'Amérique latine et des Caraïbes, qui portait notamment sur les difficultés communes auxquelles ces pays étaient confrontés dans le cadre de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 (*Evaluating South-South Cooperation in Six Latin American and Caribbean Countries: Shared Challenges for Implementation of the 2030 Agenda for Sustainable Development*). Ce document représente une source d'informations innovante pour ceux qui souhaitent concevoir des méthodes d'évaluation volontaire de l'efficacité et des effets de leurs projets et programmes de coopération Sud-Sud.

49. Le Système économique latino-américain et caribéen et le Gouvernement de la République dominicaine ont organisé en février 2023 une réunion afin de permettre aux directeurs des organismes de coopération internationale de mettre en commun leur expérience en matière de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire, d'exposer leurs solutions et d'examiner leurs besoins avec les autres pays. Les dirigeants des organismes de coopération internationale de l'Argentine, du Chili, de la Colombie, d'El Salvador, du Mexique et du Pérou ont pris part à cette réunion. Le Guatemala a proposé de collaborer à des projets de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire avec d'autres pays de la région. Cette réunion a également été l'occasion de démontrer l'intégration de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire au sein des institutions latino-américaines, notamment par la création dans plusieurs pays de fonds Sud-Sud devant permettre de donner suite aux accords de coopération. Par ailleurs, des organisations régionales et sous-régionales telles que la Communauté andine, la Communauté des Caraïbes et l'Agence interaméricaine pour la coopération et le développement ont pris part à un débat sur le renforcement de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire dans les domaines de la sécurité alimentaire et de la durabilité en Amérique latine et dans les Caraïbes.

50. La CEPALC, suivant les orientations du document final de Buenos Aires issu de la deuxième Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud, a appuyé des réseaux de partage de connaissances et des partenariats en vue d'améliorer les capacités de recherche et de développement, le but étant de renforcer les effets de la coopération Sud-Sud dans la région. Par exemple, en 2021, l'Association latino-américaine d'institutions pour le financement du développement, la Banque interaméricaine de développement et la CEPALC ont collaboré à l'élaboration d'une plateforme de mise en commun des connaissances sur le financement vert destinée aux banques de développement<sup>34</sup>. La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement a signé un mémorandum d'accord avec l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture, lequel aide 24 pays d'Amérique latine et des Caraïbes à stimuler le secteur agricole et à améliorer le bien-être de la population rurale<sup>35</sup>.

51. En 2022, l'Association des États de la Caraïbe s'est attachée à rechercher des moyens de renforcer les institutions et à communiquer des connaissances sur la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire à ses membres ainsi qu'aux États

<sup>34</sup> *Vers la transformation du modèle de développement en Amérique latine et dans les Caraïbes : production, inclusion et durabilité* (publication des Nations Unies, 2022).

<sup>35</sup> Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, « UNCTAD scales up development cooperation with Latin America and the Caribbean », 4 novembre 2022.



membres associés. Des bases ont été posées pour la coordination d'activités de collaboration telles que des échanges de données d'expérience et des ateliers de formation destinés à renforcer et améliorer les capacités des membres de l'association en matière de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire.

#### IV. Pays développés

52. Au cours de la période considérée, les pays développés ont appuyé la coopération triangulaire à travers un large éventail de projets axés sur des questions telles que le relèvement à la suite de la COVID-19, les changements climatiques et la sécurité alimentaire, en vue d'aider les pays en développement à réaliser les objectifs de développement durable. En 2022, l'Allemagne a actualisé son document de position sur la coopération triangulaire, créant des ressources financières et institutionnelles spécifiques à cet effet dans le cadre de son approche globale<sup>36</sup>. Le pays a été un partenaire actif du Fonds régional pour la coopération triangulaire en Amérique latine et dans les Caraïbes. En 2021, l'Allemagne a créé le Fonds pour la coopération triangulaire avec l'Asie.

53. Le Canada, autre partenaire actif dans la coopération triangulaire et comptant parmi les principaux membres de l'Initiative de partenariat mondial pour une coopération triangulaire efficace, a consacré 16,2 millions de dollars à ce type de coopération en 2020 et élaboré un plan d'action concernant son approche de la coopération triangulaire.

54. Dans sa Charte sur la coopération pour le développement, le Japon a continué de souligner qu'il importait de soutenir la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire. Parmi les nombreux autres programmes qu'il mène, le Japon, dans le cadre de la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique, a appuyé le renforcement de capacités institutionnelles nationales et régionales en matière de lutte contre la piraterie dans le golfe de Guinée, en Afrique.

55. La Nouvelle politique du Sud, initiative de politique étrangère lancée par la République de Corée en 2017, a été adaptée pendant la pandémie de COVID-19, devenant la Nouvelle politique du Sud Plus. Les principaux partenaires du Sud pour la coopération triangulaire restent les États membres de l'ASEAN et l'Inde, mais la Nouvelle politique du Sud Plus couvre un plus grand nombre de domaines de coopération internationale, qui s'articulent autour de sept axes : a) promouvoir une coopération globale dans le domaine des soins de santé ; b) partager le modèle éducatif du pays pour la mise en valeur des ressources humaines ; c) promouvoir les échanges mutuels dans le domaine de la culture ; d) développer des relations mutuellement avantageuses et durables en matière de commerce et d'investissement ; e) appuyer le développement des infrastructures dans les villages ruraux et les plus grandes agglomérations ; f) faciliter la coopération dans les secteurs d'avenir pour la prospérité de tous ; et g) veiller à ce que la coopération contribue à la sécurité et à la paix des communautés<sup>37</sup>. En 2022, l'Espagne, la République de Corée et des pays d'Amérique latine ont collaboré à la promotion des économies vertes dans le cadre de la coopération triangulaire pour la réalisation des objectifs de développement durable et l'établissement de bases plus solides pour l'avenir pendant la phase de relèvement de l'après-COVID-19. L'Espagne et la République de Corée ont mis en commun leur

<sup>36</sup> Organisation de coopération et de développement économiques, « Triangular co-operation in German development co-operation ».

<sup>37</sup> Korea Institute for International Economic Policy, *The New Southern Policy Plus: Progress and Way Forward* (Sejong, 30 décembre 2021).



expérience de l'élaboration de mesures visant à promouvoir l'économie verte et la transition numérique, tout en luttant contre la récession économique<sup>38</sup>.

## V. Société civile, groupes de réflexion et secteur privé

56. Les partenariats Sud-Sud faisant intervenir la société civile, les groupes de réflexion, le secteur privé et les universités ont joué un rôle croissant dans l'accélération de la mise en œuvre du Programme 2030 grâce à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire.

57. Le Forum pour le développement des îles du Pacifique bénéficie de l'adhésion de deux organisations faitières régionales : la Pacific Islands Association of Non-Governmental Organizations et l'Organisation du secteur privé des îles du Pacifique. Celles-ci ont facilité l'établissement de partenariats entre leurs membres de la société civile et du secteur privé, respectivement, de toute la région du Pacifique.

58. En 2022, le Forum pour le développement des îles du Pacifique et Business Mauritius (qui représente 1 200 entreprises de Maurice) ont signé un mémorandum d'accord et élaboré un cadre de coopération commun. Ce partenariat doit appuyer les politiques commerciales qui favorisent les initiatives visant à mettre la technologie au service du commerce, à améliorer les possibilités d'emploi et à promouvoir le développement du secteur privé. Il vise également à ouvrir des possibilités aux entreprises et aux investisseurs ainsi qu'à faciliter l'appui technique fourni aux petites et moyennes entreprises, de même qu'aux plus grandes sociétés, conformément aux priorités régionales fixées dans la Stratégie de l'Aide pour le commerce dans le Pacifique (2020-2025).

59. L'Union africaine a accueilli en juillet 2022 le treizième Forum du secteur privé africain. Celui-ci a permis de faire progresser le dialogue et les partenariats entre décideurs politiques de l'Union africaine et acteurs du secteur privé. Ce forum joue le rôle de vecteur pour le renforcement du secteur privé africain par l'échange d'informations, la création de réseaux d'affaires et la formulation de politiques dans des domaines tels que le développement des entreprises, la réforme réglementaire et le renforcement des capacités des femmes et des jeunes, l'accent étant mis en particulier sur le renforcement des microentreprises et petites et moyennes entreprises locales.

60. En février 2022, les Émirats arabes unis et l'Inde ont signé un accord de partenariat économique global qui est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 2022. L'un des principaux avantages de cet accord est qu'il facilite les transactions commerciales entre les deux pays en permettant une accélération des procédures d'approbation, un accès préférentiel au marché, une réduction des barrières tarifaires, la mise en place de zones de libre-échange et la création de nouveaux emplois. Grâce à cet accord, dans un délai de cinq ans, la valeur totale du commerce bilatéral de marchandises devrait dépasser les 100 milliards de dollars et celle du commerce des services s'élever à plus de 15 milliards de dollars. Les entreprises privées des deux pays tirent déjà parti des immenses possibilités ouvertes par cet accord, le volume des échanges Sud-Sud entre les Émirats arabes unis et l'Inde ayant augmenté de 27,5 % depuis son entrée en vigueur<sup>39</sup>.

---

<sup>38</sup> Institut royal Elcano et Conseil coréen sur l'Amérique latine et les Caraïbes, « Republic of Korea-Spain cooperation for supporting Latin America's digitalization and green economy », webinar, 26 avril 2022.

<sup>39</sup> *The Economic Times*, « A year after signing India-UAE Comprehensive Economic Partnership Agreement, bilateral trade grew by 27.5 % », 18 février 2023.

61. En 2022, l'entreprise chinoise de télécommunications Huawei et le Centre d'incubation numérique affilié au Ministère des communications et des technologies de l'information du Qatar ont annoncé avoir noué un nouveau partenariat destiné à accélérer le processus de transformation numérique des start-ups technologiques au Moyen-Orient et en Afrique du Nord<sup>40</sup>.

62. BRAC International, une organisation non gouvernementale du Bangladesh, travaille dans 10 pays d'Afrique et d'Asie, où elle s'emploie à donner à des personnes et à des communautés les moyens de sortir de situations de pauvreté multidimensionnelle. BRAC a collaboré avec le Fonds international de développement agricole dans le cadre de programmes visant à aider des femmes rurales à se doter de moyens de subsistance résilients face aux changements climatiques en Afrique<sup>41</sup>.

63. Rehabilitation International, une organisation internationale travaillant sur les droits des personnes handicapées, s'est associée à la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique pour mettre en œuvre des projets visant à aider et autonomiser les personnes handicapées dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Ce partenariat a été l'occasion pour des organisations de la société civile du Bangladesh, de la Chine, de l'Inde, de la Malaisie et de la Thaïlande de mettre en commun leurs connaissances et leur expérience, et il a permis de financer la mise en œuvre de projets à l'échelon local dans des domaines tels que les services de santé mentale, la formation professionnelle et l'orientation vers des services de protection sociale.

64. Le Groupe de réflexion international sur les pays en développement sans littoral a porté des initiatives destinées à aider des pays en développement enclavés à tirer parti de la coopération Sud-Sud. Il a pris part à des dialogues mondiaux sur des questions connexes et signé en 2022 un accord avec l'UNITAR visant à aider ces pays grâce à des solutions de formation sur mesure et à renforcer leurs activités de développement des capacités. Ce projet est crucial pour les pays en développement enclavés, qu'il aide à nouer des relations dans des domaines liés à l'élaboration de politiques en matière de commerce et de transport, à la facilitation du commerce et de l'investissement, à la finance numérique et aux technologies d'avant-garde, à l'entrepreneuriat et au développement du secteur privé<sup>42</sup>.

65. Le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud et le PNUD ont créé la communauté en ligne « South-South Global Thinkers », une coalition mondiale de réseaux de groupes de réflexion de pays du Sud s'intéressant à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire. Depuis 2021, plus de 20 articles de recherche et rapports thématiques ont été publiés dans le but de favoriser une nouvelle réflexion et d'éclairer les grands dialogues et débats ayant trait à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire par des analyses et des recommandations fondées sur des données probantes. Les groupes de réflexion qui travaillent dans ce cadre ont également eu l'occasion de contribuer à des documents de plaidoyer stratégique majeurs, tels que le *Rapport spécial 2022* du PNUD intitulé *Nouvelles menaces pour la sécurité humaine à l'ère de l'Anthropocène : une plus grande solidarité s'impose*, et son *Rapport sur le développement humain 2021/2022*, lesquels ont favorisé le

---

<sup>40</sup> Qatar, Ministère des communications et des technologies de l'information, « Digital Incubation Center partners with Huawei to empower tech startups », 16 novembre 2022.

<sup>41</sup> Fonds international de développement agricole, « Spearheading South-South and triangular cooperation with partners in Asia », 6 mai 2021.

<sup>42</sup> UNITAR, « UNITAR and ITTLDC sign agreement to support LLDCS through customized training solutions ».

renforcement des capacités des groupes de réflexion et apporté des éclairages, des perspectives et des données d'expérience de pays du Sud.

## **VI. Appui des initiatives interrégionales de coopération Sud-Sud par le Programme des Nations Unies pour le développement et par le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud**

66. On a assisté ces dernières années à une multiplication des alliances interrégionales de coopération Sud-Sud, lesquelles ont bénéficié d'un soutien important de la part du PNUD et du Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud. Au cours de la période considérée, ceux-ci ont par exemple continué à soutenir activement les activités menées en rapport avec le Forum sur la coopération sino-africaine, le partenariat entre l'Inde et l'Afrique et le partenariat Türkiye-Afrique, de même que de nombreuses autres initiatives interrégionales visant à renforcer la coopération Sud-Sud dans le cadre de la mise en œuvre des objectifs de développement durable.

67. Le Brésil, avec le soutien du PNUD et d'autres partenaires de développement, a commencé à construire un centre qui vise à faciliter la diffusion des technologies du coton et la mise en commun avec 15 pays africains de l'expérience et des bonnes pratiques acquises par le pays dans le domaine de la culture du coton. Le PNUD et le Bureau pour la coopération Sud-Sud ont également apporté leur soutien à l'Alliance internationale pour l'énergie solaire, dirigée par l'Inde, ainsi qu'au Dispositif IBAS pour l'atténuation de la pauvreté et la lutte contre la faim, entre autres initiatives interrégionales Sud-Sud nombreuses.

68. En 2022, le Ministère égyptien de la coopération internationale et le PNUD ont lancé une plateforme de coordination en vue d'améliorer le partage des données d'expérience égyptiennes en matière de coopération pour le développement et des enseignements tirés dans le domaine de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire dans le cadre de projets mis en œuvre avec des partenaires internationaux. L'objectif est de promouvoir la mise en commun des compétences spécialisées et des données d'expérience de manière à renforcer l'intégration entre les pays en développement, les économies émergentes et les pays d'Afrique<sup>43</sup>.

69. Le PNUD et le Fonds du Qatar pour le développement ont renouvelé leur partenariat pour la période 2022-2025, le fonds s'étant engagé à verser 10 millions de dollars supplémentaires à l'appui des travaux innovants menés par les 91 laboratoires d'accélération du PNUD au profit de 115 pays du Sud. S'appuyant sur des innovateurs locaux, ces laboratoires recensent, testent et reproduisent des solutions devant permettre un développement adapté aux changements climatiques, aux futures conditions de travail et à la transformation numérique.

70. En 2022, le PNUD et le Gouvernement thaïlandais ont appuyé la constitution de l'Association de coopération économique Asie-Pacifique, un forum interrégional réunissant 21 économies, qui s'est fixé des objectifs dans le domaine de l'étude du modèle d'économie biologique-circulaire-verte. Ce modèle prévoit trois approches économiques dans lesquelles la technologie et l'innovation sont mises à profit pour créer de la valeur, réduire les déchets et améliorer l'efficacité des ressources, promouvant ainsi des modèles de fonctionnement durables. En outre, le PNUD, en partenariat avec les Gouvernements chinois, éthiopien et sri-lankais, a mis en œuvre

<sup>43</sup> *Daily News Egypt*, « Egypt's Ministry of International Cooperation, UNDP launch sustainable development solutions for South-South cooperation platform », 19 avril 2022.

un projet de coopération trilatérale sur le biogaz, la biomasse et l'énergie solaire en vue d'améliorer l'accès local à une énergie propre et renouvelable en Éthiopie et à Sri Lanka.

71. Avec le soutien du PNUD, l'organisation non gouvernementale Patagonia Compassion au Chili et Global Light Ministry au Kenya ont collaboré à un projet de coopération Sud-Sud visant à promouvoir l'entrepreneuriat agricole dans les communautés de petits exploitants du Kenya. De même, les bureaux de pays du PNUD au Bangladesh et au Yémen ont contribué à l'élargissement de la plateforme de travail indépendant Dukkan destinée aux informaticiens du Bangladesh, afin de permettre à des professionnels de l'informatique du Yémen d'accéder à des possibilités d'emploi et de formation professionnelle. Baptisée « aspirer à innover », la méthode employée par le Gouvernement bangladais pour ce projet a été reproduite en Somalie pour proposer aux jeunes des formations professionnelles et des services de placement.

72. Les fonds gérés par le Bureau pour la coopération Sud-Sud ont été utilisés à l'appui de plusieurs projets interrégionaux au cours de la période considérée. Par exemple, le Dispositif IBAS pour l'atténuation de la pauvreté et la lutte contre la faim a financé l'installation de systèmes de pompes à eau fonctionnant à l'énergie solaire afin d'améliorer l'accès à une énergie propre et abordable ainsi qu'à des ressources en eau pouvant être utilisées en toute sécurité par les ménages et pour l'agriculture. Ce projet a été mis en œuvre par le bureau de pays du PNUD en Inde et par l'Alliance internationale pour l'énergie solaire, et il a bénéficié à 10 pays d'Afrique et du Pacifique<sup>44</sup>.

73. Le Fonds de partenariat Inde-Nations Unies pour le développement, également géré par le Bureau pour la coopération Sud-Sud, a aidé le Ministère de la santé de la Trinité-et-Tobago à se renseigner sur le déploiement par le Rwanda de robots de télésanté face à la pandémie de COVID-19. Dans un autre projet, l'expérience de l'Inde en matière de technologies de finances et d'assurances a été mise à profit afin d'aider les Fidji à élaborer un cadre pour le financement de la lutte contre les catastrophes climatiques et un modèle d'assurance paramétrique, tous deux destinés à améliorer la préparation aux catastrophes dans le pays, mettant ainsi les assurances contre les risques climatiques à la portée des communautés à faibles revenus et isolées.

74. Le Fonds des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, également géré par le Bureau pour la coopération Sud-Sud, a appuyé un projet pilote visant à développer la chaîne de valeur du riz entre les pays africains et la Chine. Ce projet a été mis en œuvre dans le cadre du projet de Centre mondial de développement Sud-Sud du Bureau pour la coopération Sud-Sud, en partenariat avec les centres d'excellences du Programme alimentaire mondial en Chine et en Afrique. Au total, 614 petits exploitants locaux et leurs ménages en Afrique et dans d'autres régions ont participé à des démonstrations et à des formations sur place. Les mêmes formations ont été dispensées à plus de 200 membres de la communauté de la municipalité rurale de Khajura au Népal. Le Fonds a également appuyé les efforts visant à stimuler le tourisme durable et à promouvoir la préservation du patrimoine culturel. Le Bureau pour la coopération Sud-Sud, avec le concours de l'Organisation mondiale du tourisme, du Centre du patrimoine mondial de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et de l'Institut de formation et de recherche sur le patrimoine mondial pour la région Asie-Pacifique, a contribué à l'organisation de plusieurs sessions internationales d'échange et de formation en ligne qui ont réuni des

<sup>44</sup> Bénin, Mali, Niger, Ouganda, République démocratique du Congo, Sénégal, Soudan, Soudan du Sud, Togo et Tuvalu.

acteurs du secteur du tourisme de plus de 20 villes du Brésil, de Chine, de Colombie, de Cuba, des Fidji, du Mexique, d'Ouzbékistan et du Pérou, et qui ont été l'occasion de souligner le rôle que joue la coopération Sud-Sud dans la croissance du secteur touristique dans les villes, en particulier en promouvant la croissance des petites et moyennes entreprises.

75. Le Fonds d'affectation spéciale Pérez-Guerrero pour la coopération Sud-Sud, également géré par le Bureau pour la coopération Sud-Sud, avec l'appui opérationnel du PNUD, a continué de donner la priorité aux projets intrarégionaux. Par exemple, ses activités axées sur la fièvre hémorragique de Crimée-Congo touchant l'homme et le bétail ont consisté à améliorer l'état de préparation et les capacités de diagnostic, à promouvoir l'éducation et la sensibilisation ainsi qu'à renforcer les moyens de lutte contre cette maladie en Afghanistan, en Algérie, en Égypte, en Jordanie, au Pakistan, en Tunisie, en Türkiye et au Yémen. Autre exemple, le Centre des pays non alignés et autres pays en développement pour la science et la technologie, qui est basé en Inde, a aidé 13 pays, dont le Bhoutan, l'Égypte, l'Inde, la Malaisie, le Myanmar, le Népal et la République islamique d'Iran, à réduire l'exposition à l'arsenic contenu dans les aliments et l'eau, en mettant à profit les ressources du Fonds d'affectation spéciale.

76. En 2021, dans le contexte de la COVID-19 et du Programme 2030, le Bureau pour la coopération Sud-Sud a organisé des concertations interrégionales sur les politiques, en vue de faire le point sur les principales politiques publiques et les mécanismes institutionnels servant à la promotion de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire dans les États arabes, en Europe et dans la Communauté d'États indépendants. L'objectif était de cerner les difficultés qui se posaient du point de vue des politiques publiques et de recenser les possibilités de renforcer la collaboration interrégionale, intrarégionale et sous-régionale.

77. Gérée par le Bureau pour la coopération Sud-Sud, Galaxie Sud-Sud est considérée comme l'une des principales plateformes de partage de connaissances et de création de partenariats Sud-Sud dans le cadre de la Stratégie de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire au service du développement durable applicable à l'échelle du système des Nations Unies et de son plan d'action. À la fin de l'année 2022, plus de 900 bonnes pratiques en matière de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire avaient été ajoutées à son répertoire. La plateforme a été à l'origine de progrès considérables dans la promotion des échanges de connaissances, de l'apprentissage et des possibilités de collaboration, ainsi que dans la mise en lumière des efforts concertés de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire déployés pour la réalisation des objectifs de développement durable.

## **VII. Dispositions organisationnelles, administratives et financières d'appui au Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud prises par le Programme des Nations Unies pour le développement**

78. Le PNUD a continué de se conformer au Plan d'action de Buenos Aires, à la stratégie relative aux nouvelles orientations de la coopération Sud-Sud, au document final de Nairobi, au document final de Buenos Aires issu de la deuxième Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud et aux décisions pertinentes du Comité de haut niveau, ainsi qu'aux résolutions de l'Assemblée générale relatives aux dispositions organisationnelles, administratives et financières d'appui au Bureau pour la coopération Sud-Sud. À cette fin, au cours de la période 2021-2022, le PNUD a affecté au total 4,6 millions de dollars au budget institutionnel

du Bureau pour la coopération Sud-Sud et 6,97 millions de dollars en ressources de base pour ses programmes.

79. Ces ressources ont été employées par le Bureau pour mettre en œuvre ses cadres stratégiques. Dans celui de la période 2022-2025, les priorités sont l'appui des mécanismes intergouvernementaux ; la stratégie à l'échelle du système des Nations Unies concernant la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire ainsi que le plan d'action correspondant ; la cogénération et la gestion des connaissances ; et la gestion des fonds d'affectation spéciale. L'appui supplémentaire fourni par le PNUD et les autres organismes des Nations Unies dans le domaine de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire est décrit dans le rapport du Secrétaire général sur les progrès accomplis dans l'application de la décision 20/1 du Comité de haut niveau (SSC/21/2).

80. En 2022, le PNUD a contribué à la réorganisation et à la restructuration du Bureau pour la coopération Sud-Sud ainsi qu'au regroupement de ses programmes de travail et de ses bureaux régionaux au Siège. En mars 2023, le PNUD a nommé une nouvelle directrice pour le Bureau.

## VIII. Conclusions et recommandations

81. Comme l'illustre le présent rapport, l'association de chocs dus aux répercussions socioéconomiques de la COVID-19, à l'augmentation des niveaux d'endettement, aux changements climatiques, à la guerre en Ukraine et aux autres conflits a accru les niveaux de pauvreté et d'inégalité à l'échelle mondiale, et perturbé les échanges et l'investissement Sud-Sud, le développement des infrastructures et nombre des avancées qui avaient été enregistrées grâce aux échanges Sud-Sud. Néanmoins, grâce à la détermination des pays en développement à se relever et à établir de meilleures bases pour l'avenir, de nombreuses initiatives de collaboration Sud-Sud ont vu le jour. Il convient de tirer parti d'une coopération si créative et de mettre davantage l'accent sur les mesures de relance stratégiques susceptibles d'avoir des effets significatifs, notamment en investissant davantage dans les soins de santé et l'éducation pour tous, la transformation numérique, les technologies durables, l'aide humanitaire, la gouvernance et les systèmes monétaires et financiers.

82. Au cours de la période considérée, il a été nécessaire de mener dans l'urgence une action collective internationale face aux nombreuses crises qui se sont déclarées, et dont les pays du Sud ont été les principales victimes. L'accès insuffisant aux vaccins anti-COVID-19 dont ont souffert des millions de personnes dans les pays du Sud, les phénomènes météorologiques extrêmes et les pénuries de denrées alimentaires, d'engrais et de technologies numériques et renouvelables ont montré que les gouvernements, le secteur privé et les universités du Sud devaient absolument investir davantage dans des systèmes qui leur permettent de renforcer leurs capacités productives. Il faudra pour ce faire affiner que les échanges Sud-Sud entre les gouvernements, le secteur privé et les autres acteurs concernés, de manière à renforcer la capacité du Sud à produire de façon durable des biens et services abordables, et à répondre ainsi aux besoins de première nécessité de la population.

83. Les mesures prises par le Gouvernement sud-africain, l'OMS et plusieurs sociétés du Nord et du Sud pour produire des vaccins anti-COVID-19 et d'autres médicaments en Afrique sont un bon exemple du type d'action collective internationale à reproduire pour remédier à d'autres problèmes mondiaux grâce à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire.

84. La stratégie élaborée par les pays de la région Asie-Pacifique pour atteindre la neutralité carbone d'ici le milieu du siècle est un autre exemple de coopération Sud-

Sud efficace que d'autres régions devraient envisager d'adapter à tous les niveaux, tout en plaçant cette coopération au centre des activités menées pour remédier aux conséquences de la pandémie, gagner en résilience face aux bouleversements futurs, éradiquer la pauvreté et conjurer les autres crises dont les pays en développement sont ceux qui souffrent le plus.

85. Les mesures volontaires prises par la CEPALC pour renforcer la Conférence régionale sur la coopération Sud-Sud en Amérique latine et dans les Caraïbes devraient être reproduites pour permettre l'amélioration de la gestion des programmes Sud-Sud, ainsi que le contrôle et l'évaluation volontaires de leur efficacité et de leurs effets, conformément aux recommandations formulées dans le document final de Buenos Aires issu de la deuxième Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud.

86. Comme le montre le présent rapport, les initiatives interrégionales Sud-Sud appuyées par le PNUD et le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud sont devenues la principale expression de la solidarité entre les pays en développement. Les autorités nationales et régionales devraient néanmoins renforcer ces initiatives en mettant en commun leurs ressources humaines et financières, et en collaborant à la mise en œuvre des accords et des programmes correspondants.

87. Étant donné que la plupart des migrantes et migrants vivent et travaillent dans les pays du Sud, les dialogues et les politiques Sud-Sud visant à améliorer la coordination en matière de gestion et de réglementation des migrations sont essentiels pour la mise en œuvre du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, lequel vise à éviter que des millions de migrantes et migrants vulnérables soient laissés pour compte. Il est tout aussi vital d'instaurer des dialogues entre pairs parmi les dirigeants du Sud et de mettre en place des principes de gouvernance efficace pour faire en sorte que les pays du Sud deviennent des endroits plus sûrs et plus prospères où vivre et travailler.

88. Il est encourageant de voir le soutien qu'apportent les partenaires du Nord en matière de coopération triangulaire en vue d'aider les pays en développement à atteindre les objectifs de développement durable. Néanmoins, il serait nécessaire d'accroître encore ce soutien pour faire progresser la coopération Sud-Sud et renforcer les capacités financières, scientifiques et technologiques des pays en développement, de manière à réduire la fracture numérique et à mieux exploiter les technologies durables pour accélérer la réalisation des objectifs. Il sera tout aussi important que de nombreuses voix diverses se fassent entendre lors des prochains sommets, notamment pendant le Sommet sur les objectifs de développement durable, le Sommet de l'avenir, le forum sur la science, la technologie et l'innovation et le troisième Sommet du Sud, afin qu'on puisse élaborer une réglementation efficace de l'intelligence artificielle et des autres technologies, de sorte que celles-ci servent davantage l'intérêt commun et que leurs risques puissent être maîtrisés.

---